



# ACCORD-CADRE TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT

OPERATIONS MENEES PAR L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE

**USN AC TRAVAUX**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) Lot 0 - Clauses communes à tous les lots**

**Accord-cadre n° 2025-001**

## TABLES DES MATIERES

<b>1. OBJET DU CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du CCTC .....	4
1.2 Objet de la prestation .....	4
1.3 Lieu d'exécution .....	4
1.4 Les parties contractantes .....	4
1.5 Présentation générale de l'Université .....	5
1.6 Structure et forme du marché .....	6
1.7 Connaissance des lieux .....	6
1.8 Normes et règlements.....	7
1.9 Documents techniques de référence .....	7
1.10 Définition des prestations.....	8
1.11 Produits et échantillons .....	8
1.12 Qualité et mise en œuvre des matériaux .....	9
1.13 Répartition des dépenses communes de chantier .....	9
1.14 Ordres de service.....	10
1.15 Registre du chantier .....	10
1.16 Interruption pour intempéries .....	11
1.17 Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat .....	11
1.18 Ouvrages cachés ou provisoires.....	11
1.19 Mise à disposition d'ouvrages .....	11
<b>2. DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>11</b>
2.1 Obligations générales .....	11
2.2 Exigences environnementale et durable sur les produits matériaux et équipements .....	11
2.3 Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets .....	12
2.4 Gestion des déchets .....	12
2.5 Correspondance papier .....	13
<b>3. PROTECTION DES TRAVAILLEURS.....</b>	<b>13</b>
3.1 Lutte contre le travail dissimulé.....	13
3.2 Protection de la main-d'œuvre .....	13
<b>4. OBLIGATIONS LIEES L'HYGIENE ET LA SECURITE.....</b>	<b>14</b>
4.1 Mesures de sécurité.....	14
4.2 Hygiène et sécurité de chantier .....	14
4.3 Travaux en hauteurs .....	14
4.4 Travaux dangereux - Permis Feu .....	15
4.5 Locaux pour le personnel .....	15
4.6 Plans de prévention .....	15

4.7	Coordonnateur SPS.....	15
<b>5.</b>	<b>RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
5.1	Considérations générales.....	16
5.2	Consignes relatives à l'exécution des travaux .....	16
5.3	Programme et calendrier d'exécution .....	16
5.4	Etat des lieux .....	17
5.5	Information et conseil en cas d'identification de non-conformités.....	17
5.6	Protection des ouvrages .....	17
5.7	Exécution des travaux.....	19
5.8	Travaux en site occupé.....	19
5.9	Exécution des travaux bruyants ou contraignants .....	19
5.10	Exécution des travaux insalubres .....	20
5.11	Travail nocturne et dimanches.....	20
5.12	Echafaudages et agrès.....	20
5.13	Garantie de continuité des prestations.....	20
5.14	Présence du titulaire sur le chantier - choix du représentant.....	21
5.15	Rendez-vous de chantier .....	21
5.16	Sortie et enlèvements des gravois .....	21
5.17	Emplacement de stockage .....	22
5.18	Repliement du chantier et remise en état des lieux .....	22
5.19	Nettoyages .....	22
5.20	Liaisons entre les corps d'état .....	22
<b>6.</b>	<b>DEGRADATION ET DOMMAGES .....</b>	<b>23</b>
6.1	Dégradations causées aux voies publiques.....	23
6.2	Réparation des dommages.....	23
<b>7.</b>	<b>OBLIGATIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS DU CONTRATS .....</b>	<b>23</b>
7.1	Autorisations administratives .....	23
7.2	Etudes d'exécution.....	23
7.3	Délais de remise des documents.....	23
7.4	Documents à fournir.....	24
7.5	Documents fournis après exécution des travaux .....	24
7.6	Déclaration des incidents survenus .....	25
<b>8.</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION.....</b>	<b>25</b>
8.1	Contrôles et essais .....	25
8.2	Vérification quantitative .....	25
8.3	Réception .....	25

## Article 1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

### 1.1 Objet de l'accord cadre

L'accord cadre porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre de travaux tous corps d'état en entretien et aménagement courant au profit de l'USN

Le présent Cahier des Clauses Techniques particulières lot 0 a pour objet de décrire les prestations communes à l'ensemble des lots de cet accord-cadre. Il a pour vocation d'indiquer au titulaire de chaque lot les exigences de réalisation ou contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et dispositions réglementaires définies par les normes et les DTU (Documents Techniques Unifiés), en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

### 1.2 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est **Université Sorbonne Nouvelle**.

Totalisant une surface de près de 70 000 m<sup>2</sup>, l'Université est composée de trois pôles : le campus Nation (site principal), le Quartier Latin (quatre sites) et le campus Condorcet.

Lieux
<b>Campus Nation</b> 8 avenue de Saint-Mandé 75012 Paris
<b>Quartier Latin</b> Sorbonne - 17 rue de la Sorbonne 75005 Paris Maison de la Recherche - 4 rue des Irlandais 75005 Paris Bibliothèque Sainte-Geneviève - 10 place du Panthéon 75005 Paris Collège Sainte-Barbe - 4 rue Valette 75005 Paris
<b>Campus Condorcet</b> 8 cours des Humanités 93300 Aubervilliers

### 1.3 Les intervenants

**Représentant technique maîtrise d'ouvrage : Direction de l'Immobilier, de la Logistique et de l'Événementiel (DILE) – Pôle Immobilier**

En cas de besoin :

- Un **Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)** pourra être désigné par le maître d'ouvrage.
- Un **Maître d'Œuvre (MOE)** pourra être désigné par le maître d'ouvrage, notamment pour des missions de bâtiment, de réhabilitation ou de réutilisation avec des éléments de mission qui figurent aux articles R.2431-19 à R.2431-23 du code de la commande publique. Il pourra aussi avoir une mission complémentaire à la mission de base, avec une mission de visa des documents d'exécution produits par le titulaire et/ou une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).
- Un **contrôleur technique** pourra être désigné par le maître d'ouvrage.
- Lorsque les travaux produisent de la coactivité d'entreprises, ils sont soumis à la **Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (CSPS)** selon les dispositions de la loi n° 83-440.
- Un **Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)** pourra être désigné par le maître d'ouvrage en cas de besoins définies par les normes NFS61-931 et NFS61-932.

Le titulaire devra coopérer efficacement avec ces intervenants.

### 1.4 Présentation générale de l'Université

Créée en 1970, l'Université Sorbonne Nouvelle est issue de l'ancienne faculté des lettres de l'Université de Paris. L'Université propose des formations pluridisciplinaires de haut niveau en Licence, Master et Doctorat dans le domaine des Langues, Lettres, Arts & Médias, Sciences Humaines et Sociales. Les formations de l'Université sont adossées à des activités de recherche internationalement reconnues dans le domaine des humanités modernes.

L'Université en quelques chiffres :

- 16 600 étudiants (dont un tiers d'étudiants internationaux)
- 710 enseignants-chercheurs et 900 chargés de cours
- 622 personnels administratifs et de bibliothèque

Le patrimoine de l'Université se répartie sur trois pôles :

- Le campus Nation dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris constitue le site principal. D'une surface totale de près de 36 000 m<sup>2</sup>, ce campus est composé de quatre bâtiments dont un ancien totalement rénové.
- Le Quartier Latin dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris représente près de 39 000 m<sup>2</sup> de surface totale et se compose de quatre sites :
  - La prestigieuse Sorbonne affecte à l'Université des locaux destinés à accueillir ses activités de formation et de recherche universitaire.
  - La Maison de la Recherche abrite les différentes équipes de recherche de l'établissement.
  - La Bibliothèque Sainte-Geneviève est classée aux monuments historiques et dispose de 800 places de travail. Elle se compose de deux bâtiments situés au 8 et au 10 place du Panthéon.
  - Depuis janvier 2025, le Collège Sainte-Barbe a été intégré dans sa totalité au patrimoine immobilier de l'Université et dont certains éléments sont inscrits au titre des monuments historiques. Il s'étend sur une surface de 11 408 m<sup>2</sup> et peut accueillir près de 1450 personnes, dont 1000 au titre de la Bibliothèque Sainte-Barbe.
- Le campus Condorcet à Aubervilliers est dédié à la formation et la recherche en sciences humaines et sociales. Il possède une surface totale de près de 800 m<sup>2</sup>.

Les classements des bâtiments de l'Université sont principalement des Etablissements Recevant du Public (ERP) de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories avec des activités de type R (enseignement), L (salle d'audition – conférence) S (bibliothèque), Y (musées), W (administration, bureaux) et N (restaurants et débits de boissons).

L'université met à la disposition de ses personnels et étudiants des bâtiments Haute Qualité Environnementale (HQE) sur tout le campus Nation et sur le campus Condorcet.

En sa qualité d'employeur responsable, l'Université s'engage à favoriser le développement durable et la responsabilité sociétale, l'inclusion professionnelle et l'innovation individuelle et collective.

### Présentation de la **Direction de l'Immobilier, de la Logistique et de l'Événementiel (DILE)**

La DILE est garante de la cohérence de l'ensemble des activités concernant la maintenance et l'exploitation du patrimoine immobilier, et son adaptation. Son action, avec les services qu'elle dirige, permet d'accueillir et développer les diverses activités de l'établissement dans les meilleures conditions de travail et de sécurité pour chacun. La DILE a un rôle d'orientation politique et la mission de proposer et porter la stratégie immobilière de l'établissement en cohérence avec sa stratégie globale et les engagements déjà pris, notamment en terme de développement durable et de transition énergétique. Elle a un rôle de conseil et d'alerte et exerce la responsabilité de mise en œuvre opérationnelle.

## 1.5 Structure et forme de l'accord cadre

Les typologies de travaux qui seront à réaliser dans le cadre du présent marché sont détaillées dans des clauses spécifiques du lot concerné selon l'allotissement suivant :

	Montant maximum 4 ans (€ HT) sur la durée de l'accord cadre
Lot n°1 – Gros œuvre, second œuvre, voirie réseaux divers, aménagements	1.000.000
Lot n°2 – Peintures, revêtements, sols souples et parquets	1.200.000
Lot n°3 – Serrurerie, métallerie, menuiseries extérieures, rideaux métalliques, rideaux, stores et films de protection	800.000
Lot n°4 – Courants forts, courants faibles, VDI, câblage et raccordement SSI	800.000
Lot n°5 – Chauffage - Ventilation - Climatisation, désenfumage, plomberie, sanitaire	800.000
Lot n°6 – Désamiantage et déplombage	200.000
Accord-cadre	4.800.000

## 1.6 Connaissance des lieux

Pour toute opération, le titulaire du lot concerné doit effectuer toutes reconnaissances approfondies sur place, avant remise de son offre, laquelle tiendra compte de toutes les sujétions nécessaires à la parfaite et complète finition des ouvrages envisagés.

Les reconnaissances auront pour but non seulement de constater l'état des lieux, mais également la configuration générale des locaux et accès, étant entendu que toutes précautions et protections seront dues pour garantir la sécurité des occupants et des tiers.

En conséquence de ce qui précède, les titulaires déclarent connaître les lieux où les ouvrages seront exécutés et ne pourront élever ultérieurement aucune réclamation ou demander aucun supplément pour difficultés d'accès ou tout autre motif.

## 1.7 Normes et règlements

L'exécution des travaux devra être conforme à tous les décrets et normes publiés au moment de la réalisation du chantier.

Si pendant la réalisation des travaux, de nouveaux règlements ou normes entraient en vigueur, le titulaire devra effectuer les modifications nécessaires, de manière à livrer à la réception, des installations conformes aux dernières dispositions.

Il est à noter qu'en cas de grosses opérations complexes ou soumises à l'autorisation de la compagnie des Architectes en Chef des Monuments Historiques (ACMH), l'Université Sorbonne Nouvelle se garde le droit de déroger au présent accord cadre

## 1.8 Documents techniques de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux Règles de l'Art et à la réglementation générale de la construction, prescrites par les textes pris en application de l'article L111.3 du Code de l'Urbanisme telle

qu'elle se trouvera en vigueur au moment de la signature de l'accord cadre.

En particulier, les travaux exécutés et les matériaux utilisés seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les documents suivants :

- Des Normes françaises homologuées par l'AFNOR,
- Des documents techniques unifiés (DTU) et de leurs additifs publiés par le CSTB,
- Des prestations et spécifications techniques du REEF,
- Des prescriptions et exigences de **stabilité au feu** des matériaux
- Des règlements de sécurité contre l'incendie,
- Du Règlement Sanitaire Départemental,
- Du Code du Travail,
- Des Cahiers de Recommandations Techniques relatives aux constructions scolaires du Ministère de l'Education Nationale,
- Tous les Décrets, Arrêtés et Circulaires en vigueur et notamment :
  - **L'arrêté du 11 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980** portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),
  - **Les Arrêtés des 04 juin 1982 et 13 janvier 2004 modifiés** (complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public),
  - **Décret n°92-158 du 20 février 1992 et son arrêté du 19 mars 1993** (fixant, en application de l'article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention),
  - **Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 ainsi que l'arrêté du 26 février 2003** (relatif aux circuits et installations de sécurité),
  - **Décret n°95-1081 du 3 octobre 1995** (Décret relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension).
  - **Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relatif à l'utilisation d'équipements de travail mis à disposition pour des travaux en hauteur, article R 233-13-20**
  - **Norme EN ISO 14 122-3**

Les documents ci-dessus, bien que non joints au présent DCE, sont réputés parfaitement connus des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

**Nota :**

*chaque titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage toutes contradictions entre les documents cités ci-dessus et les pièces concernant le présent projet.*

## 1.9 Définition des prestations

Les prestations comprennent notamment :

- Les relevés sur place et les plans d'exécution.
- Les heures de nuit et de week-end éventuel en cas de nécessité.
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à cette mise en œuvre suivant programme prévu au CCTP sans qu'il soit possible d'invoquer une mauvaise interprétation du dossier de consultation.
- La dépose et l'enlèvement des équipements et matériels existants et remplacés.
- La conduite et la surveillance des travaux jusqu'à réception des ouvrages.
- La réfection des ouvrages défectueux, défaillants ou insuffisants, constatés en cours d'exécution et à la réception des travaux.
- La protection des locaux, des appareils et des installations existantes jusqu'à la réception contre tous les incidents de chantier.
- L'enlèvement des gravois, déchets et emballages.
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux.

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux tous corps d'état au sein des bâtiments gérés par l'Université Sorbonne Nouvelle.

Exemples de travaux envisagés (liste non exhaustive)

- Embellissement (remplacement de carrelages et de faïences dans un bloc sanitaire public...)
- Rafrâichissement (mise en peinture de bureaux, vitrification de parquet...)
- Parachèvement (cloisonnement d'une salle, reprise d'un désordre...)
- Remplacement de luminaires, d'appareils sanitaires, remplacement d'une porte CF...

Les travaux concernés par cet accord cadre sont principalement des travaux de (liste non exhaustive)

- Démolition, démontage, cloisonnement, bouchement, maçonnerie, plâtrerie
- Purge, consignation de fluides, de réseaux divers
- Mise en sécurité des sites, clôture, pose de barrières
- Plomberie, Chauffage, Ventilation, Climatisation, sanitaires
- Menuiserie, serrurerie
- Peinture, revêtements muraux, revêtements de sol et divers
- Petits travaux de voirie et d'aménagement extérieurs

L'entreprise ou le groupement d'entreprises assurant l'exécution des diverses prestations de chaque lot doivent avoir pris connaissance de l'ensemble du descriptif et des documents généraux de références dont les prescriptions ont valeur contractuelle sauf si les libellés du présent descriptif y apportent explicitement dérogation.

## **1.10 Produits et échantillons**

Les CCTP de chaque lot définissent pour certains matériaux et matériels, un modèle de référence et autorise la fourniture de produit qualifié d'équivalent.

Les produits référencés dans les CCTP sont indiqués afin que les titulaires puissent établir une base de prix correspondant aux objectifs performanciers et d'aspects exigibles.

Chaque titulaire devra donc présenter des matériaux ayant une équivalence ou une similitude avec les produits prescrits, toutes choses étant égales par ailleurs.

## **1.11 Qualité et mise en œuvre des matériaux**

Suivant l'article 23 du CCAG Travaux, tous les matériaux seront de la meilleure qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

Les produits mis en œuvre seront conformes aux normes en vigueur et comporteront le marquage CE et/ou NF sauf impossibilité justifiée. Les types et marques de matériaux employés devront être courants et reconnus sur le marché.

Les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier seront définies dans les documents d'exécution des travaux.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

Dans le cas de la maintenance de certaines installations, pour des raisons de compatibilité ou de cohérence d'aspect, lorsque le remplacement à l'identique est préconisé, le recours à des produits, matériels ou matériaux particuliers est nécessaire. Le titulaire a toutefois la possibilité de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux de qualités équivalentes sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage qui appréciera l'équivalence.

Les produits, matériaux et équipements sont également soumis à des exigences environnementales définies à l'article 2 du présent CCTP.

Chaque titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la



traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Chaque titulaire suivra les prescriptions des fabricants concernant notamment la manipulation, le stockage et la mise en œuvre de tout produit.

Tous les matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante seront refusés par le maître d'ouvrage.

## **1.12 Répartition des dépenses communes de chantier**

Le cas échéant, les dépenses communes de chantier sont organisées et supportées par le lot PRINCIPAL de l'Opération et seront précisées dans les pièces particulières des marchés subséquents.

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du contrat avec le titulaire du lot indiqué :

- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire.
- Etablissement des clôtures et des panneaux de chantier.
- Etablissement du piquetage du chantier.
- Installation d'éclairage et de signalisation pour le chantier.
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE.
- Installations de gardiennage du chantier.
- Exécution des branchements provisoires d'égouts.
- Exécution des voies d'accès provisoires d'eau et d'électricité.
- Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'eau potable (hors gel).
- Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'électricité.
- Les charges temporaires de voirie et de police.
- Les frais de gardiennage du chantier, d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments.

### **Pour le nettoyage du chantier et la gestion des déchets :**

- Enlèvement des déblais stockés, de leur transport aux décharges publiques.
- Mise en place des bennes et de la clôture du site accueillant ces équipements.

### **Chaque titulaire a la charge :**

- De laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- De l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition du titulaire du lot PRINCIPAL.
- Du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.
- De la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

### **Les dépenses diverses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire :**

- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsque l'auteur n'est pas déterminé.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeurent jusqu'à la réception aux risques exclusifs du titulaire chargé de leur mise en œuvre.

Le titulaire du lot PRINCIPAL procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dépenses, à proportion des montants finaux des contrats.

Le maître d'œuvre joue un rôle de conciliateur en cas de différend

## **1.13 Registre du chantier**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre prend la forme d'une plateforme numérique commune dont les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement sont les suivantes : d'une boîte de dépôt sur la plateforme informatique de partage des documents (Drive) de la DILE ou par défaut par échange email.

## **1.14 Interruption pour intempéries**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

Pour faire valoir une prolongation de délais, le titulaire devra faire une demande par email à destination du maître d'œuvre ainsi qu'au maître d'ouvrage représenté par la DILE.

## **1.15 Ouvrages cachés ou provisoires**

Les ouvrages cachés ou provisoires ne pourront être modifiés ou recouverts avant établissement d'un constat contradictoire en présence du service bénéficiaire. Il appartient au titulaire d'informer le service bénéficiaire du constat à réaliser avec un préavis raisonnable (minimum 24 heures), en fonction de l'avancement des travaux. Le service doit répondre par écrit, s'il décline cette proposition de constat.

En cas de non-respect de cette disposition :

- par le titulaire, les frais engendrés pour permettre la réalisation ultérieure de ce constat seront à sa charge
- par le service bénéficiaire, les frais engendrés devront être supportés par le service

## **1.16 Mise à disposition d'ouvrages**

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages non encore achevés.

# **Article 2. DEVELOPPEMENT DURABLE**

## **2.1 Obligations générales**

L'accord cadre comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Chaque titulaire s'assure du respect de ces obligations environnementales à son niveau comme pour ses sous-traitants.

## **2.2 Exigences environnementales et durables sur les produits matériaux et équipements**

Chaque titulaire devra proposer des matériaux et équipements respectant une qualité environnementale et durable. Cette qualité des fournitures pourra être appréciée comme critères d'analyse dans le cadre de la consultation par voie de marché subséquent. Elle pourra être une exigence au titre des consultations par voie de bon de commande.

Tous les matériaux visés par une interdiction réglementaire sont proscrits.

Les matériaux recyclables, réutilisables ou valorisables seront privilégiés.

A ce titre, chaque titulaire devra utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalents à condition qu'ils respectent les DTU (documents techniques unifiés).

Aussi, sur simple demande, chaque titulaire devra porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre en termes de performances énergétiques.

Ces dispositions concernent notamment, mais non limitativement :

- les isolants,
- les menuiseries extérieures,
- les appareils de production thermique,
- les appareils de ventilation,
- les appareils d'éclairage,
- les produits volatils.

Le choix des produits associés aux travaux d'intérieur devra intégrer des caractéristiques environnementales et sanitaires. Ainsi un étiquetage sanitaire A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 est exigé. Les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaires (FDES) si elles sont disponibles, devront être fournies au maître d'ouvrage comme outil d'aide au choix.

D'autre part, chaque titulaire, en respect des démarches du maître d'ouvrage dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

## **2.3 Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets**

Lorsque les consultations comportent des travaux de démolition ou réhabilitation significative de bâtiments, le maître d'ouvrage pourra ou devra en fonction des obligations réglementaires réaliser un diagnostic relatif à la gestion des produits, matériaux et déchets issus de ces travaux, conformément à la loi AGECE n°2020-105 du 10 février 2020 et aux décrets n°2021-821 et 822 du 25 juin 2021. Ce diagnostic fournit les informations nécessaires relatives aux produits, matériaux et déchets en vue, en priorité, de leur réemploi ou, à défaut, de leur valorisation, en indiquant les filières de recyclage recommandées et en préconisant les analyses complémentaires permettant de s'assurer du caractère réutilisable de ces produits et matériaux.

Ce diagnostic est annexé au contrat. Chaque titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions de cette annexe. Les éventuels impacts financiers sont compris dans le prix du contrat.

## **2.4 Gestion des déchets**

Chaque titulaire doit s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de production des déchets (quantitatif et qualitatif).

Il s'engage à cette fin, qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne serait réalisé.

Il aura la charge de réaliser les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet de l'accord cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Tenant compte de la préoccupation environnementale exprimée par le maître d'ouvrage, chaque titulaire doit veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

Il devra trier les déchets issus du chantier avant de les déposer dans une décharge en fonction de leur typologie. Le titulaire pourra localiser les sites des décharges sur le site : [www.dechets-chantier.ffbatiment.fr](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr)

Chaque titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation des travaux ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production des éléments mentionnés précédemment, le titulaire se voit appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché (CCAP article 14 « Pénalités »).

## **Article 3. PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

### **3.1 Lutte contre le travail dissimulé**

Chaque titulaire, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification (badge professionnel) et un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

Un registre exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier doit être tenu par chaque titulaire. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autre autorité compétente.

Chaque titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord cadre.

### **3.2 Protection de la main-d'œuvre**

Chaque titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent aux titulaires sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

De plus, chaque intervenant devra avoir sa carte professionnelle BTP qui pourra lui être demandé par la maîtrise d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre et le CSPS.

## **Article 4. OBLIGATIONS LIEES L'HYGIENE ET LA SECURITE**

### **4.1 Mesures de sécurité**

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent : stationnement, balisage, circulation (changement), protection, consignation (personnes habilitées), prévenir le personnel (affichage), respect du plan de prévention et ou CSPS ...

Chaque titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

## **4.2 Hygiène et sécurité de chantier**

Dès le début des travaux chaque titulaire est responsable et doit faire assurer l'hygiène et la sécurité du chantier, à ses frais, conformément aux règlements en vigueur, pendant la réalisation du chantier.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de faire du feu dans les locaux, dans l'emprise du chantier et de ses abords, d'utiliser les locaux en travaux ou ceux existants comme vestiaires, réserves, cantines, WC, etc... Et en aucune façon, de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier.

Toute dégradation sera imputée au titulaire concerné.

Toute découverte de produit ou matériaux contaminants et/ ou toxiques (amiante, plomb...) doit être signalée immédiatement aux différents responsables. La manipulation de ces matériaux doit être effectuée selon les décrets, arrêtés et circulaires en vigueur.

## **4.3 Travaux en hauteur**

Les travaux en hauteur sont effectués en application des principes généraux de prévention énoncés aux articles R1111-1 à R8323-1 du Code du Travail.

Le prix des ouvrages et prestations de travaux est réputé inclure les sujétions pour travail en hauteur.

Toutefois, les dispositifs nécessaires à l'exécution des travaux en hauteur (moyens d'accès : échafaudages, nacelles, garde-corps, lignes de vie provisoires...) sont décrits indépendamment des ouvrages à exécuter dans les BPU des différentes typologies de travaux et doivent être utilisés de manière indépendante en complément des ouvrages à effectuer.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur doivent être conformes aux dispositions spécifiques énoncées dans la sous-section 6 du Code du Travail (décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et sa circulaire d'application du Ministère du Travail DRT 2005/08 du 27 juin 2005).

## **4.4 Travaux dangereux - Permis Feu**

Les machines dangereuses pour son personnel comme pour les usagers ou locataires sont évitées autant que possible. L'Université se réserve le droit d'en refuser l'utilisation. Lorsque la sécurité des usagers peut être mise en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour les usagers, pour les locaux communs ou privés, il doit obligatoirement avant exécution de tout travail, être dressé un procès-verbal d'ouverture de chantier entre le titulaire et l'université avec l'obligation du permis feu pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage, etc.). Le permis feu est délivré par l'Université.

## **4.5 Locaux pour le personnel**

Dans la mesure du possible, le maître d'ouvrage mettra à la disposition un local base-vie Entreprise lorsque les agents des titulaires sont amenés à travailler durablement dans l'établissement.

Le projet des installations de chantier indique la situation des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier. Ces installations doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

## 4.6 Plans de prévention

Chaque titulaire signe en début d'exécution de l'accord cadre un plan de prévention général. Ce plan de prévention l'engagera sur l'ensemble des opérations qu'il sera amené à exécuter dans le cadre du présent accord- cadre.

Il aura l'obligation de mettre à jour annuellement ce plan de prévention.

Il devra également le mettre à jour toutes les fois que lui ou la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage identifiera qu'il est incomplet par rapport à une opération. Le cas échéant, il contactera le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage pour réaliser une actualisation, la mise à jour du plan de prévention ou un plan de prévention particulier.

## Article 5. RESPONSABILITE DE CHAQUE TITULAIRE

### 5.1 Considérations générales

Le personnel de chaque titulaire appelé à intervenir sur les installations devra disposer des titres d'habilitation réglementaires.

Dans le cas de dépannage, l'intervention devra avoir lieu au plus tard dans un délai de 24 heures suivant l'appel.

Chaque titulaire devra prendre toutes précautions utiles afin d'éviter toutes dégradations sur les ouvrages existants. Tout dégât occasionné par le matériel ou le personnel du titulaire concerné sera réparé au compte du titulaire, et plus particulièrement, bris de matériel, vitres, etc....

Chaque titulaire devra prendre toutes précautions utiles pour maintenir le **bon ordre et la discipline** sur le chantier et prévenir ou supprimer tout acte de nature à troubler ce bon ordre.

Chaque titulaire ne doit rien faire qui soit susceptible **de gêner ou de compromettre** l'exécution, la coordination ou la surveillance des travaux exécutés par les diverses entreprises ou par le personnel de l'administration travaillant sur les mêmes chantiers que le titulaire.

### 5.2 Consignes relatives à l'exécution des travaux

Les installations de chantier ne pourront être implantées qu'après accord préalable de l'administration et plus particulièrement, de la DILE. Dans le cas d'un baraquement, celui-ci devra porter d'une manière apparente le nom et l'adresse du titulaire concerné.

Le chantier et ses abords devront être maintenus par le(s) titulaire(s) concerné(s), constamment propre et en bon ordre.

Par défaut, conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le(s) titulaire(s) se procure(nt), à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Chaque titulaire ne doit pas toucher, sous aucun prétexte aux installations en service ou à l'arrêt ni aux ouvrages enterrés, avant d'avoir obtenu l'autorisation préalable de l'administration.

**Le titulaire ayant à sa charge les mesures de sécurité de son chantier**, doit notamment installer des barrières, et signaler efficacement ses dépôts de matériaux, obstacles à la circulation, afin de prévenir les accidents.

## 5.3 Programme et calendrier d'exécution

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire concerné élabore le programme qui précise notamment :

- Les matériels et les méthodes qui seront utilisés
- Le projet des installations de chantier
- Le projet des ouvrages provisoires
- La date de démarrage des travaux et la durée d'exécution

Ce programme rendu compatible avec le calendrier prévisionnel d'exécution doit détailler les méthodologies envisagées, les différentes phases et localisations d'intervention, les contraintes spécifiques résultant des ouvrages à réaliser ou des méthodes proposées, les effectifs envisagés par poste, les engins, matériels et outillages utilisés, en précisant en particulier tous enchaînements, contraintes ou risques particuliers.

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux de chaque opération est fixé par le maître d'ouvrage.

Élaboré par le titulaire du lot concerné, le calendrier d'exécution du lot met en évidence pour exécuter l'ensemble des ouvrages, les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin, au plus tôt et au plus tard, ainsi que les marges de temps disponibles pour leur exécution. Le calendrier d'exécution comprend :

- Le calendrier des études
- Le calendrier d'exécution des travaux
- Le calendrier des essais opérés dans le cadre des opérations préalables à la réception

Le titulaire dont les interventions sur le chantier sont susceptibles d'être retardées ou arrêtées totalement ou partiellement doit en informer immédiatement le maître d'ouvrage par écrit. La prolongation du délai ne sera pas susceptible d'indemnité.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal au nombre de jours pris en compte par la Caisse Congés Intempéries BTP, mais uniquement si les intempéries sont survenues lors des phases de travaux relatives à l'étanchéité et au clos-couvert des bâtiments, et au-delà d'une franchise annuelle de dix jours.

## 5.4 Etat des lieux

Une visite d'état des lieux sera réalisée en présence d'un représentant du maître d'ouvrage et du (des) titulaire(s) concerné(s). Cet état des lieux fera l'objet d'un compte rendu circonstancié avec repérage photographique et sera établi par le(s) titulaire(s).

Ce rapport d'état des lieux, réalisé en deux exemplaires, sera signé par le maître d'ouvrage et le titulaire. Chacun en conservera un exemplaire original.

## 5.5 Information et conseil en cas d'identification de non-conformités

Chaque titulaire au titre de son devoir d'information et conseil devra informer le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage lorsqu'il constate dans le cadre de l'exécution de ses prestations l'existence de non-conformité des travaux et installation existante liée à la sécurité du bâtiment.

En l'absence d'une information préalable de ces non-conformités, il ne pourra se prévaloir de ces dernières s'il est intervenu sur ces travaux et installations.

## 5.6 Protection ouvrages

### - PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux dans existants, le titulaire concerné devra prendre toute disposition et toute précaution utile pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants, contigus ou situés à proximité. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois. Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants. Ils pourront être selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tout autre dispositif s'avérant nécessaire. Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par le titulaire lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires. En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition du titulaire en début de travaux.

### - PROTECTIONS LORS DES TRAVAUX DE DEMOLITION

Lors des travaux de démolition ou autres dégageant de la poussière, le titulaire du lot aura à prendre toute mesure pour éviter la propagation de poussière, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc.

### - PROTECTIONS DES REVETEMENTS DE SOLS

Le titulaire concerné devra la protection des tapis et revêtements de sol et plus particulièrement ceux en textile ou moquette, ainsi que les parquets. Ces revêtements devront être totalement recouverts par bâche ou film plastique, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement et la sortie des gravois. Ces protections devront être parfaitement maintenues en place afin de ne pouvoir se déplacer par les passages des personnes. Les fixations des protections devront être révisées régulièrement.

### - PROTECTIONS DES BOISERIES ET EQUIPEMENTS

Le titulaire concerné devra la protection dans la mesure où ils ne sont pas destinés à être remplacés, des escaliers, des ouvrages en bois apparent, des appareils sanitaires et robinetteries. Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

### - PROTECTIONS DES MOBILIERS

Le titulaire concerné devra la protection au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux. Le titulaire devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique, des appareils et équipements de cuisine, de salle de bains et autres. Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit-elle des objets protégés. Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières. Le titulaire aura également à sa charge l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

### - PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT

Le titulaire dont l'exécution de ses travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements muraux et de sol, etc. qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il. Faute par lui de se conformer à cette prescription, le titulaire responsable en subira toutes les conséquences.

### - PROTECTION PAR LE TITULAIRE DE SES PROPRES OUVRAGES

Le titulaire devra assurer la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception. En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes. Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables



pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux. Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées.

#### - PRISES EN CHARGE DES FRAIS

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge du titulaire dans les conditions suivantes :

- les frais de protections propres à un titulaire seront prévus dans (devis / marchés subséquent)
- les frais de protections communes seront prévus dans la proposition financière du titulaire désigné par le maître d'ouvrage

Dans le cas contraire, le titulaire fautif aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

## 5.7 Exécution des travaux

Chaque titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'opération. En aucune façon, il ne pourra se prévaloir d'un manque de précision des plans et documents divers ou pour ne pas avoir proposé ou prévu dans le prix de caractère forfaitaire, tout dispositif, appareil ou accessoire non mentionné ici mais nécessaire pour le bon achèvement des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

**Les percements dans les ouvrages en béton armé sont interdits sans autorisation préalable écrite du responsable du service exploitation et maintenance ou de son représentant.**

Le titulaire a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements, qu'ils se trouvent hors ou sur le chantier. Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception définitive.

**Avant toute intervention, une information sur la présence de produits ou matériaux contaminants (amiante, plomb...) devra vous être communiquée. En cas de manquement, le titulaire devra signaler les choses à la personne en charge du suivi des travaux pour la maîtrise**

Les principes suivants seront notamment à respecter pendant l'exécution des travaux :

- Limiter au maximum la formation de poussière par l'utilisation d'outils adaptés à chaque situation de travail.
- L'utilisation d'outillage à vitesse rapide équipée d'un dispositif d'aspiration est prescrite.

## 5.8 Travaux en site occupé

L'attention des titulaires est attirée sur le fait que **les travaux seront très souvent réalisés en site occupé**. Ceci entraîne des gênes ou obstacles qui peuvent poser des problèmes lors de l'exécution des travaux. En période d'occupation, les travaux bruyants doivent être programmés à l'avance selon un calendrier convenu avec le maître d'ouvrage. Les interventions aux heures creuses devront être privilégiées. Le stockage de matériaux en dehors des zones de travaux est interdit.

Le titulaire devra respecter strictement les règles de sécurité et particulièrement celles relatives aux mises en sécurité des travailleurs et du public, à la différenciation des zones de circulations travailleurs/publics, aux consignations des installations électriques, matériels et armoires de commandes, au permis de feu. Il est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs quels que soient les accidents provoqués par un défaut de conception, de réalisation ou d'emploi des ouvrages provisoires ou un défaut d'emploi des engins, machines et outils par le personnel.

**Toute coupure sur un réseau de distribution peut entraîner de graves conséquences. Avant toute intervention, le titulaire devra prévenir la DILE afin de planifier l'intervention et d'informer les utilisateurs.**

Pour le stationnement, les règles d'accès des véhicules légers sur tous les sites de l'Université seront à définir avec le maître d'ouvrage.

A titre d'information, les horaires d'ouverture au public des sites de l'Université sont :

- Campus Nation : du lundi au vendredi de 7h30 à 21h00, le samedi de 7h30 à 18h00
- Sorbonne : du lundi au samedi de 7h45 à 20h00
- Maison de la Recherche : du lundi au vendredi de 8h30 à 19h30
- Bibliothèque Sainte-Geneviève : du lundi au samedi de 10h00 à 22h00
- Collège Sainte-Barbe : du lundi au samedi de 10h00 à 20h00
- IHEAL (Campus Condorcet) : du lundi au samedi de 8h00 à 20h00

En dehors de ces horaires, les sites peuvent être ouverts pour effectuer les travaux prescrits sur autorisation préalable et selon la nature des travaux.

## **5.9 Exécution des travaux bruyants ou contraignants**

Le maître d'ouvrage pourra demander que certains travaux bruyants ou contraignants soient exécutés en dehors des heures de fonctionnement.

Le titulaire concerné est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations de l'accord cadre, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution des prestations, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Durant l'exécution des prestations, afin de limiter toute nuisance, le maître d'ouvrage fixe les prescriptions complémentaires suivantes : les travaux occasionnant des nuisances devront être réalisés en dehors des horaires d'ouverture au public (vacances scolaires, week-end, nuit, jours fériés). La planification des travaux sera soumise en amont à une étude d'impact sur les nuisances causées, valable sur tous les sites de l'USN (bruit, poussière, encombrement...).

Le titulaire pourra être amené sur demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage d'un bilan des actions menées pour respecter les objectifs de réduction et de maîtrise des nuisances liées aux prestations du contrat.

## **5.10 Exécution des travaux insalubres**

Aucun supplément ne sera accordé pour des travaux insalubres, effectués dans des locaux encombrés ou à l'éclairage artificiel.

## **5.11 Travail nocturne et dimanche**

De manière exceptionnelle, il pourra être demandé à l'un des titulaires de réaliser du travail nocturne, dominical et sur les jours fériés. En conséquence, chaque titulaire doit disposer de toutes les autorisations légales lui permettant, le cas échéant, d'effectuer ses prestations dans le cadre du travail de nuit et du travail le dimanche (convention collective, accord d'entreprise etc...).

Les documents légaux permettant cette disposition seront à produire au pouvoir adjudicateur sur simple demande et notamment dans le cadre des plans de prévention liés aux chantiers qui pourraient prévoir un tel dispositif.

## **5.12 Echafaudages et agrès**

Le titulaire concerné fera son affaire des échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution des ouvrages de toute la nature dont il a la charge.

Les échafaudages et dispositifs de protections seront établis en conformité à la législation et à la réglementation.

Le titulaire présentera une liste des agents habilités à utiliser des engins et équipements spéciaux tels que nacelles et échafaudages (décret 98-1084 du 2 décembre 1998) avant l'exécution et le démarrage

du chantier.

## 5.13 Garantie de continuité des prestations

Chaque titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues à l'accord cadre d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences de l'accord cadre. En conséquence chaque titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge

Chaque titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée de l'accord cadre. Si le taux de rotation du personnel d'un titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, le maître d'ouvrage peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire concerné doit en informer le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où un titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

## 5.14 Présence du titulaire sur le chantier - choix du représentant

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire concerné doit être présent sur le chantier ou être représenté par des personnes capables de le remplacer (tant au point de vue technique qu'administratif).

Avant tout commencement des travaux, le titulaire concerné devra faire connaître à l'administration, par écrit, la personne qualifiée pour :

- Le représenter en permanence sur le chantier
- Recevoir valablement de l'administration toutes notes, communications
- Signer en son nom, tous attachements et constats auxquels les travaux pourraient donner lieu

La personne désignée par le titulaire devra tenir un cahier de chantier indiquant journallement :

- Le ou les chantiers en cours
- L'état d'avancement des travaux sur ce ou ces chantiers
- Le nombre de personnes présentes sur ce ou ces chantiers

Ce cahier devra être présenté lors des réunions de travail.

## 5.15 Rendez-vous de chantier

Une réunion de coordination pourra être organisée, chaque fois que le maître d'ouvrage le jugera utile, avec présence obligatoire du représentant du titulaire concerné.

Il peut y déléguer à un responsable ayant le pouvoir d'engager le titulaire et donner les ordres nécessaires, séance tenante, aux personnels sur le chantier.

S'il y a lieu, le compte-rendu de chantier établi par le maître d'œuvre pourra être remis directement sur le chantier, la signature du bordereau de remise engageant le titulaire.

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit sa diffusion ou à défaut dans la semaine qui suit sa diffusion. Dans le silence, le compte rendu est réputé accepter.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites imprévisibles en dehors des visites périodiques.

## **5.16 Sortie et enlèvements des gravois**

Le titulaire concerné doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

Les emplacements de dépôt des déblais seront définis dans le cadre de chaque consultation.

Le titulaire est chargé de l'enlèvement de ses gravois, dans le respect de la réglementation en vigueur sur la traçabilité, chaque fois que leur volume l'exige ainsi qu'à la demande du maître d'ouvrage.

Les prix devront donc tenir compte implicitement de cette obligation.

En cas de non-respect de cette obligation, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter l'enlèvement par une entreprise de son choix et d'en imputer les frais au titulaire responsable, conformément à l'article 48 du CCAG Travaux.

## **5.17 Emplacement de stockage**

Les emplacements de stockage seront disposés à un ou plusieurs endroits déterminés en accord avec le maître d'ouvrage. Aucun stockage de matériaux lourds ne devra être établi sur les planchers existants. En cas de non-respect de cette prescription, le maître d'ouvrage pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais du titulaire responsable.

## **5.18 Repliement du chantier et remise en état des lieux**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire concerné procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques. Pour toute opération, le titulaire doit effectuer toutes reconnaissances approfondies sur place, avant remise de leur offre, laquelle tiendra compte de toutes les sujétions nécessaires à la parfaite et complète finition des ouvrages envisagés.

## **5.19 Nettoyages**

Le titulaire de chaque lot doit le nettoyage parfait de ses différents postes de travail ainsi que des accès qu'il emprunte pour y parvenir aussitôt que nécessaire.

Chaque titulaire aura à sa charge de veiller et de faire procéder au nettoyage des emprises sur le sol ainsi que des abords du chantier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'ordonner toutes interventions dans le cas où il jugerait que l'état d'une partie ou la totalité du chantier le nécessite.

Dans l'éventualité où son ordre ne serait pas suivi d'exécution, il fera effectuer le nettoyage par toute entreprise de son choix, les frais étant imputés au titulaire concerné, conformément à l'article 48 du

## 5.20 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différents titulaires concourant à la réalisation des travaux devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison inter-titulaires :

- chaque titulaire réclamera en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations
- chaque titulaire se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires
- chaque titulaire devra travailler en bonne intelligence avec les autres titulaires intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble

À aucun moment durant le chantier, aucun titulaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## Article 6. DEGRADATIONS ET DOMMAGES

### 6.1 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire concerné.

### 6.2 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire d'un lot du fait de l'exécution de l'accord cadre sont à la charge du titulaire concerné.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire d'un lot par l'acheteur du fait de l'exécution de l'accord cadre sont à la charge du maître d'ouvrage.

## Article 7. OBLIGATIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS DU CONTRATS

### 7.1 Autorisations administratives

Conformément à l'article 31.3 du CCAG, sauf indication contraire dans le bon de commande ou marché subséquent, le maître d'ouvrage a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'accord cadre hormis pour les autorisations de voies et réseaux.

Il est à noter que pour **la Bibliothèque Sainte-Geneviève et le Collège Sainte-Barbe**, certains éléments comme les façades, escaliers, menuiseries intérieures ou extérieures, mobiliers, font l'objet d'une **inscription ou sont classés aux titres des monuments historiques**. Une **autorisation préalable de l'Architecte en Chef des Monuments Historique** est obligatoire pour intervenir sur les éléments inscrits ou classés aux titres des monuments historiques.

Le titulaire a l'obligation de fournir toutes les informations nécessaires au maître d'ouvrage pour qu'il puisse obtenir les autorisations administratives.

### 7.2 Etudes d'exécution

Le titulaire concerné établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de

détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre avant le début du chantier. Ils doivent être livrés au maître d'œuvre 5 jours avant le début des travaux ou selon le planning prévu dans le cadre de la consultation. En cas de non réception de ces documents le maître d'œuvre aura la possibilité :

- d'interrompre le chantier,
- d'appliquer des pénalités de retard
- de réaliser une réfaction de prix

Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

### 7.3 Délais de remise des documents

Sauf contradiction dans les documents du marché, chaque titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours à l'issue de l'exécution des prestations, pour remettre les documents ou livrables.

### 7.4 Documents à fournir

Selon indications de l'article 29 du CCAG Travaux et complétées par les modalités administratives imposées par le maître d'ouvrage suivantes :

#### Avant exécution :

- Calendrier prévisionnel d'exécution prenant en compte la contrainte de site occupé
- Méthodes, phasages, procédés et moyens mis en œuvre.
- **Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)**
- Echantillons et fiches produits.
- Certificats et agréments des matériaux et matériels.
- Plans d'exécutions
- Notes de calcul

#### Après exécution :

- Certificats de garantie.
- **Certificats de tenue au feu.**
- Un cahier des références précisant pour chaque équipement, matériel ou matériau fourni, les coordonnées du fournisseur et la référence du produit ainsi que la notice d'entretien.
- Tous documents constituant le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.
- Plan de recollement au format .dwg
- Cahier de recettes (courant faible)

Ces documents, dessinés et/ou écrits, seront fournis au maître d'œuvre ou maître d'ouvrage, en **un exemplaire**.

#### Plan de prévention

A la notification du marché, chaque titulaire doit réaliser avec les services de l'université un plan de prévention couvrant l'ensemble de leurs prestations. Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des opérations de travaux.

Ce plan est tenu, pendant toute la durée des travaux, à la disposition de l'inspection du travail, des agents de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

### 7.5 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire concerné remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, plan de recollement, synoptique de raccordement, synoptique aéraulique, les fiches et notices techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets, PV de résistance et réaction au feu.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de préciser l'ensemble de ces éléments dans le cadre de la consultation ou en cours d'exécution du chantier.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard. Dans certains cas spécifiques, il pourra être demandé une version papier de certains documents.

## 7.6 Déclaration des incidents survenus

En cas d'incident ou d'accident rencontré lors de la réalisation des prestations, le titulaire concerné est tenu de suivre la procédure de déclaration suivante :

- Les cas qui doivent être déclarés sont ceux qui menacent la sécurité des personnes, la bonne exécution du contrat ou la réalisation des missions de service public du maître d'ouvrage
- La déclaration doit décrire les circonstances, l'analyse et les conséquences de l'incident
- La déclaration doit être réalisée de manière électronique et adressée au conducteur d'opération de la DILE et au maître d'œuvre s'il y a un

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre en concertation avec le titulaire donne les suites qui s'imposent afin de remédier aux conséquences ou réduire les causes de ces incidents.

## Article 8. CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIE

### 8.1 Contrôles et essais

Les contrôles et essais des matériels et matériaux mis en œuvre seront effectués **conformément à l'article 24 du CCAG Travaux et aux définitions du REEF.**

Dans le cadre du contrôle technique institué par la loi n°78.12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entrepreneurs devront justifier de la réalisation des essais de vérification et d'auto-contrôle.

Le titulaire concerné s'il est convoqué devra être présent lors d'opérations d'essais et de contrôles des ouvrages. A défaut, il s'expose à des pénalités d'absence. En cas d'absence du titulaire, le maître d'œuvre aura la possibilité de poursuivre la réalisation des opérations d'essais et de contrôles.

En dehors des essais obligatoires, des essais spéciaux demandés par le maître d'œuvre pourront également être effectués soit en règle générale :

- Tous les équipements d'ordre mécanique ou électronique feront l'objet d'essais avant réception.
- Des essais complémentaires peuvent être demandés en cours de travaux ou à leur réception, soit en usine, soit sur le chantier.

Les frais des essais sont à la charge du titulaire.

### 8.2 Vérification quantitative

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont réalisées conformément à l'article 25 du CCAG Travaux.

## 8.3 Réception

Toute réception pourra être prononcée avec des réserves portant sur des imperfections mineures dont la reprise sera effectuée par le titulaire concerné dans un délai qui sera défini d'un commun accord et consigné sur le procès-verbal de réception.

La remise à jour de tous les plans et documents de l'installation (DOE) s'effectuera dans les 15 jours calendaires suivants la fin des travaux.

Un organisme de contrôle agréé, choisi par le maître d'ouvrage pourra effectuer des mesures et valider la qualité des produits et/ou des matériaux employés.

**Lors de la réception, le titulaire devra impérativement fournir les documents précisés à l'article 7 du présent CCTC selon les opérations.**